

Nous connaissons les méfaits et gestes des occupants successifs de la Maison Blanche, des raiders de Wall Street, et plus généralement, du «Système». Mais nous ne savons rien, ou si peu, de l'autre Amérique : celle qui, au cœur de la citadelle, résiste au quotidien et s'essaie à jeter les bases d'une autre société. Cette autre Amérique écrit, filme, chante, lutte, se présente aux élections présidentielles, s'organise et nous interpelle.

Cette Amérique-là, on la rencontre dans le mouvement syndical, dans le mouvement féministe, dans les communautés noire et hispanique, dans les mouvements écologiste et homosexuel, sur les campus, dans les unités de l'armée, au sein même du Parti démocrate.

Cette Amérique-là nous intéresse !

Le soulèvement de Los Angeles est venu nous rappeler que le gendarme du monde pouvait être un colosse aux pieds d'argile. Loin des caricatures et des idées reçues, des hommes et des femmes de toutes couleurs n'acceptent pas le «modèle américain».

Avec *L'autre Amérique*, nous espérons ouvrir – modestement – l'accès à l'information sur la vie, les débats et les combats de ces Américains qui posent des questions similaires à celles que nous nous posons, ici en Europe. Leurs réponses, leurs pratiques, leurs discussions nous concernent.

Ouvrir un dialogue pluriel avec l'autre Amérique, c'est la raison d'être de cette revue.

L'autre Amérique

n°6, mars 1994, revue trimestrielle 25,00 francs

**Le mouvement pour la
justice
environnementale
dans le Sud**

SYLÉPS EDITIONS

Syllepse, forme grammaticale qui privilégie les accords fondés sur le sens plutôt que sur la règle.

Syllepse est une maison d'édition associative, alternative, engagée et non partisane, ouverte sur le monde des idées, de la création et de l'action, qui entend offrir à des auteurs, acteurs du mouvement social et culturel, individuels ou collectifs, la possibilité de s'exprimer.

Il s'agit, en éditant des livres, des essais, des actes de colloque, des revues, de contribuer dans le domaine des idées à la réinvention d'un mouvement de contestation des systèmes établis.

DONNÉES & ARGUMENTS

AC chômage
140 pages - 70,00 francs

MOURIR SOUS LES DRAPEAUX

Ligue des droits de l'Homme
140 pages - 80,00 francs

L'ACHARNEMENT

Fédération SUD-PTT, préface de Gilles Perrault
postface de la Ligue des droits de l'Homme
232 pages - 100,00 francs

L'HOMME, CET INCONNU ?**ALEXIS CARREL, JEAN-MARIE LE PEN ET
LES CHAMBRES À GAZ**

Lucien Bonnafé, Patrick Tort
56 pages - 58,00 francs

MEXIQUE**NOTRE CHUTE DANS LA MODERNITÉ**

Adolfo Gilly
180 pages - 95,00 francs

ÉLÉMENTS DE RYTHMANALYSE

Henri Lefebvre, préface de René Lourau
120 pages - 90,00 francs

DU CONTRAT DE CITOYENNETÉ

Henri Lefebvre et le groupe de Navarrenx
382 pages - 120,00 francs

BEN BARKA, SES ASSASSINS

Daniel Guérin, préface de Gilles Perrault
344 pages - 130,00 francs

LA PARTIE ET LE TOUT

René Dazy
106 pages - 65,00 francs

UTOPIE CRITIQUE

Revue internationale pour l'autogestion
abonnement 4 numéros : 200,00 francs

Adressez vos commandes à Syllepse

42 rue d'Avron, 75020 Paris

Règlement à l'ordre de Syllepse

Prix franco de port

SOMMAIRE

Un mouvement qui va secouer le pays tout entier
page 3

Le mouvement pour la justice environnementale
page 5

Dix-sept principes
page 8

Des luttes pour la justice environnementale
page 10

Gulf Coast Tenant Organization
page 15

Manifeste pour la justice environnementale et économique
page 20

Un mouvement qui va secouer le pays tout entier

Patrick Le Tréhondat

Les chiffres, les études et les rapports sont accablants. Les minorités raciales des États-Unis sont les premières à être frappées de plein fouet par la pollution. Selon un organisme officiel, le taux d'intoxication chimique est deux fois plus élevé chez les enfants noirs que chez les enfants blancs. Dans la région de Los Angeles, 71% des Afro-américains et 50% des Latinos vivent dans les zones de pollution maximum de l'air contre 31% des Blancs. C'est d'abord dans leurs villes, leurs quartiers et leurs ghettos que les usines déversent leurs produits toxiques et que sont installées les décharges de déchets. Noirs, Latinos, Asia-américains et Natifs (Indiens, dirions-nous de ce côté de l'Atlantique) sont victimes, avec les communautés blanches pauvres, d'un système de production en crise qui épuise les ressources naturelles sans satisfaire les besoins sociaux et qui, dans sa logique folle du profit, assassine les populations.

Digne successeur du mouvement des droits civiques, le mouvement pour la justice environnementale s'est d'abord développé dans les États du Sud où la prise de conscience des menaces qui pèsent sur l'existence des communautés s'est faite sur une conscience citoyenne dont les aspirations sont loin d'être abouties.

Aujourd'hui les États-Unis comptent 7.000 groupes se réclamant de la justice environnementale. Et, dans les pages qui suivent, nous donnerons la parole à quelques uns d'entre eux. Créés pour la plupart dans les années 80, beaucoup sont composés de militants qui n'ont pas connu les mouvements «qui avaient jailli des masses du Sud dans les années 60». Pourtant, à l'évidence, il y a une filiation avec le mouvement inspiré par Martin Luther King. Elle apparaît dans les formes d'organisation et de lutte : manifestations et pétitions ; enquêtes approfondies pour collecter et faire connaître les faits ; dénonciations et propositions de changement des lois ; travail d'éducation des communautés. D'autre part, selon Robert B. Bullard, un sociologue qui étudie ces mouvements, les principaux animateurs de ces

L'autre Amérique

Éditions Syllepse

42 rue d'Avron, 75020 Paris

tel / fax : (33) 1 42 40 35 73

rédaction

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

directeur de publication: Patrick Le Tréhondat

ISSN 1243-8294

n° CPPAP 74310 - imprimé par nos soins

ABONNEMENT

5 numéros : 100 F

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

groupes sont des femmes. Nous les verrons présentes dans ce numéro de *L'autre Amérique*.

«Lorsque les Afro-américains disent que leurs communautés sont les premières visées par les pollutions, nombreux sont ceux qui pensent qu'ils veulent dire que les produits toxiques ne tuent pas les Blancs» remarque une animatrice du mouvement, rendant compte ainsi du grave malentendu qui s'est installé avec les organisations écologistes traditionnelles dont les animateurs et les adhérents sont pour l'essentiel des Blancs. «A La Nouvelle-Orléans, les écologistes des classes moyennes se demandent pourquoi les gens de couleur ne viennent pas dans leurs organisations au lieu de s'interroger comment ils pourraient se lier avec les mouvements conduits par des gens de couleur» ajoutait-elle pour éclairer le nœud des contradictions. Pourtant, les chemins d'une nouvelle alliance – même conflictuelle – sont esquissés. Greenpeace, par exemple, s'associe ici ou là avec ces coalitions pour la justice environnementale qui dévoilent la logique profondément raciste et ségrégationniste des choix de pollution. «Le mouvement se développe de façon à faire place à tous» souligne un autre acteur. Mais, comme dans toutes les tentatives de coalition arc-en-ciel, faire place à tous n'a de sens que dans la reconnaissance de l'identité particulière de chacun et des oppressions dont il est victime. Et la question raciale est ici, encore et toujours aux États-Unis, en première place. C'est en effet la discrimination raciale qui ordonne et répartit le poids des pollutions, des empoisonnements, des intoxications et qui décide donc de la vie et de la mort dans les différents segments de la société. Le facteur racial apparaît bien comme déterminant et certainment pas réductible au facteur «de classe», même si l'un et l'autre s'enchevêtrent. S'il est vrai que radioactivité et nuage toxique ne connaissent ni les frontières naturelles, ni les frontières sociales, il n'en est pas moins vrai que ne sont pas neutres, mais bien marqués socialement et racialement, les lieux où se déclarent les catastrophes écologiques et les localités où, au quotidien, respirer, travailler et manger signifie s'intoxiquer.

Ce mouvement se refuse donc au «mono-thématisme» écologiste, car «nous n'en avons pas le temps», explique un des animateurs. Il y a donc nécessité urgente d'articuler l'ensemble des problèmes sociaux, culturels et politiques à la problématique environnementale. «Penser globalement, lutter localement» ajoute un militant qui explique que contrairement aux organisations écologistes blanches, ces groupes n'ont pas fait encore le choix de la construction d'une organisation nationale unifiée. Non par localisme ou communautarisme étroit, mais parce que, selon Dorceta E. Taylor, «ces groupes doivent trouver eux-mêmes la voie qui lie les luttes locales, aux luttes nationales et internationales».

Dans les documents que nous publions ici, le lecteur pourra être dérouté par certaines formulations, comme, par exemple, la revendication clairement affirmée du droit des «peuples de couleur» à diriger le mouvement, ou sur les références à la «Terre-Mère sacrée». Sachons ici retenir un jugement hâtif, trop emprunté de rationalisme occidental, et soyons attentif au message tout à la fois désespéré et plein d'une espérance universelle que lancent ces mouvements, forts de leur conviction que l'ordre social ne saurait rester immuable.

Nous remercions la rédaction de *Southern Exposure* et Jackie Ward du *Southern Organizing Committee* de nous avoir permis l'accès à ces documents.

Le Mouvement pour la Justice environnementale dans le Sud

Southern Organizing Committee

Le mouvement pour la justice environnementale dans le Sud a pris naissance dans les myriades de collectivités de la région. Il est animé par le sentiment de crise qu'éprouvent des gens qui luttent pour leur vie contre la pollution de leurs lieux d'habitation et de travail. Il englobe toutes les questions de vie et de mort qui se posent : chômage, brutalités policières, manque de soins médicaux, de logements décents, d'éducation adéquate. Il est fondé sur une nouvelle définition de l'«environnement» qui inclue l'ensemble des conditions de vie, de travail et de loisirs.

C'est un mouvement qui commence déjà à secouer la région. Et nombreux sont ceux qui pensent qu'il secouera la nation toute entière, plus fortement encore que le mouvement qui avait jailli des masses du Sud dans les années 60.

Birmingham, Alabama

Un groupe de quartier a pris la tête d'une bataille livrée par l'ensemble de la collectivité pour empêcher l'entreprise Browning-Ferris de construire un énorme site de transport d'ordures au cœur d'un quartier afro-américain. Il est parvenu à obtenir le soutien du conseil municipal et du gouvernement local. Il reste d'autres batailles à livrer mais les plus âgés affirment qu'on n'avait pas vu un tel mouvement de masse depuis les mouvements pour les droits civiques des années 60.

Cherokee, Caroline du Nord

Dans une réserve de près de 25.000 hectares, des Amérindiens ont créé une organisation appelée *Wake-Up* (Réveillez-vous) pour lutter contre la grave menace que fait peser sur l'environnement une entreprise touristique appartenant à des Blancs qui exercent leur autorité sur les chefs tribaux eux-mêmes. *Wake-Up* est parvenu à empêcher la construction d'un casino. Mais la population reste exposée au danger provenant du conditionnement malsain du poisson le long de leurs rivières et qui rend malade les enfants vivants en aval.

Apopka, Floride

La *Florida Farmworkers Association* (Association des travailleurs agricoles de Floride) lutte pour l'obtention du droit – acquis par les travailleurs d'autres industries – à l'information concernant les substances toxiques auxquelles ils sont exposés. Les travailleurs latinos, haïtiens et afro-américains travaillent pour de très bas salaires dans des serres (où l'on vaporise de l'eau chargée de pesticides), dans les champs (où la seule eau potable provient de puits contaminés). Le taux de cancer est très élevé chez ces travailleurs agricoles, y compris chez leurs enfants.

Il suffit de multiplier ces quelques exemples pour obtenir une image de la situation de l'ensemble de cette région. Il semble impossible de trouver dans le Sud une seule localité dont les habitants ne luttent pas contre une forme ou une autre de pollution.

La question de la justice environnementale a fait son apparition dans le Sud en 1982, lorsque les Afro-américains du comté de Warren (Caroline du Nord) se sont couchés devant des camions pour empêcher l'entrée de produits toxiques dans leurs localités. Leur lutte a été soutenue par des groupes de défense des droits civiques et le terme de «racisme environnemental» a été créé. L'une de ces organisations, le Comité pour la justice raciale, animé par la *United Church of Christ*, a décidé d'enquêter pour savoir si ce qui se passait dans le comté était la norme. Le résultat de cette étude, publié en 1987 sous le titre *Toxic Waste and Race* (Déchets toxiques et race), a fait date. Cette étude démontre clairement que dans tout le pays, des quantités disproportionnées de déchets toxiques sont déversées dans les localités habitées par des gens de couleur. Robert Bullard a ensuite prouvé dans son livre *Dumping in Dixie* que 65% des déchets toxiques du pays sont déversés dans les États du sud-ouest.

En fait, cette situation procède d'un usage immémorial dans notre société. Les décharges ont toujours été situées là où vivent les gens de couleur et dans les quartiers pauvres. Ce qui est nouveau, c'est que notre économie produit aujourd'hui beaucoup plus de déchets toxiques que notre terre ne peut en supporter. Notre société étant raciste, les décideurs font ce qui leur paraît naturel. Ils se débarrassent du problème sur le dos des gens de couleur, aussi bien dans notre pays que dans les pays en voie de développement.

A la fin des années 80, une organisation de locataires (*Gulf Tenant Organization*) a commencé à faire appel à des militants pour la justice sociale en vue d'une action unifiée sur ce problème. De nombreux membres de cette association vivaient le long d'une zone située entre Baton-Rouge et La Nouvelle-Orléans et baptisée «Allée du cancer». Ils pensaient qu'il ne servait à rien de se battre pour des logements décentes si en sortant de chez eux, il leur fallait respirer l'air pollué par les usines pétrochimiques concentrées le long du Mississippi.

A la suite de leur appel, le *People of Color Environmental Leadership Summit* a été organisé en 1991. Ce fut une conférence historique qui a réuni des centaines de délégués de communautés afro-américaines, latinos, amérindiennes et américano-asiatiques venus du pays tout entier. Au cours de cette conférence, dix-sept principes pour la Justice environnementale ont été adoptés et un appel à l'action lancé contre ce qui était qualifié de génocide environnemental mondial. Cette initiative a changé profondément la nature du mouvement écologiste aux États-Unis.

En 1992, le *Southern Organizing Committee for Economic & Social Justice* (soc) – un réseau multiracial de groupes agissant au sein des communautés contre le racisme, la guerre et l'injustice sociale – a diffusé le message du sommet. Ces efforts ont abouti en 1992 à la réunion d'une conférence à La Nouvelle-Orléans où plus de 2.500 personnes y participèrent dont 500 jeunes...

Les caractéristiques du mouvement

1- Il est incontestablement dirigé par des gens de couleur.

2- Il est dirigé par des gens pauvres, appartenant à la classe ouvrière.

3- Bien que certains des membres du mouvement possèdent quelques expériences de luttes organisées concernant d'autres problèmes de justice sociale, la plupart des militants locaux sont des nouveaux venus dans les luttes sociales.

4- C'est un mouvement à objectifs multiples. Les gens doivent faire face à tant d'autres problèmes pressants qu'ils ne se réunissent jamais pour discuter de la lutte contre les produits toxiques sans aborder en même temps les questions des brutalités policières, du chômage, de la santé, du logement et de l'éducation.

5- Le mouvement commence à forger des liens entre ceux qui œuvrent pour la sauvegarde de leurs quartiers et ceux qui s'organisent contre leurs conditions mortelles de travail.

6- Le mouvement du sud-est renforce ses relations avec des groupes travaillant sur des problèmes des produits toxiques dans d'autres parties du pays.

7- Le mouvement commence à toucher des membres des communautés ouvrières blanches qui mènent aussi une lutte pour la vie contre l'empoisonnement de leur environnement.

8- Le mouvement se développe de façon à «faire place à tous». Par exemple, tout en étant dirigé, à juste titre, par des travailleurs pauvres, il a besoin des services de scientifiques, de médecins, de juristes, d'autres universitaires ou de travailleurs de la culture.

Les besoins actuels du mouvement

1- Ressources pour la formation de dirigeants de niveau local.

Il s'agit de ressources financières aussi bien qu'humaines - des organisateurs expérimentés capables et désireux de partager leurs compétences avec des nouveaux venus dans le domaine de l'action.

2- Aide à l'organisation de groupes locaux.

3- Développement d'un puissant mouvement de jeunesse.

4- Formation de réseaux d'action au niveau local et au niveau de l'État qui s'intégreront à des réseaux régionaux et nationaux.

5- Importante assistance technique. Les groupes qui luttent dans le Sud ont besoin d'argent, de l'aide de scientifiques, de spécialistes, de médecins, de juristes, d'universitaires capables et désireux de former les militants de base.

6- Recherche constante de contacts avec les Blancs pauvres ou appartenant à la classe ouvrière.

Nombreux sont ceux qui pensent que ce mouvement ainsi que des mouvements analogues existants ailleurs sont la clé d'une révolution environnementale qui peut sauver la terre et ses habitants. Afin d'arrêter la destruction causée par la société moderne, nos processus de production doivent être profondément modifiés ainsi que notre utilisation des ressources et nos valeurs elles-mêmes. Seul un mouvement comme celui-ci, qui implique «une approche totale à faces multiples», peut jeter les fondements de changements aussi profonds. Ce mouvement œuvre réellement pour le salut de la terre entière et de ses habitants.

17 principes

En 1991, le premier sommet des Peuples de Couleur pour la Justice environnementale a adopté un programme composé de «17 principes». Ce document constitue maintenant un cadre de référence pour tous les mouvements.

Nous, Peuples de couleur, réunis à ce Sommet multinational des Peuples de Couleur pour la Justice environnementale, avons commencé à construire un mouvement national et international de tous les peuples de couleur qui combattent :

- * le vol et la destruction de leurs terres et de leurs communautés ;
- * pour rétablir leur interdépendance spirituelle à notre Mère, la Terre sacrée ;
- * pour respecter et célébrer chacune de nos cultures, langues et croyances sur l'ordre naturel du monde et notre rôle dans notre propre sauvetage ;
- * pour assurer la justice environnementale ;
- * pour promouvoir des alternatives économiques qui contribueront au développement de nos moyens de subsistance économique d'un cadre de vie sûr et écologique ;
- * pour assurer notre libération politique, économique et culturelle qui nous a été dénié depuis plus de 500 années de colonisation et d'oppression, et qui a abouti à l'empoisonnement de nos communautés, de nos terres et au génocide de nos peuples.

Nous affirmons et adoptons les principes suivants :

- 1- La Justice environnementale affirme le caractère sacré de la Mère Terre, l'unité écologique et l'interdépendance de toutes les espèces et le droit de ne pas subir une destruction écologique
- 2- La Justice environnementale réclame une politique publique basée sur le respect mutuel et la justice pour tous les peuples, sans aucune forme de discrimination ou préjugés.
- 3- La Justice environnementale revendique le droit à l'utilisation éthique, équilibrée et responsable des terres et des ressources renouvelables dans l'intérêt d'une planète acceptable pour tous les humains et les autres êtres vivants.
- 4- La Justice environnementale réclame la protection universelle contre les essais nucléaires et l'extraction, la production et le stockage des déchets toxiques et nucléaires qui menacent le droit fondamental à l'air, à la terre, à l'eau et à une alimentation saine.

5- La Justice environnementale affirme le droit fondamental à l'autodétermination politique, économique, culturelle et environnementale des peuples.

6- La Justice environnementale réclame la cessation de la production de tous les toxiques, déchets, et matériaux radioactifs. Elle exige que les producteurs passés ou présents rendent compte aux peuples de la désintoxication entreprise et la limitation à ce moment précis de leur production.

7- La Justice environnementale demande le droit de participer à titre de partenaire égal en droit à tous les niveaux de prise de décisions y compris l'évaluation des besoins, la planification, la réalisation, et l'application des décisions et leur évaluation.

8- La Justice environnementale affirme le droit de tous les travailleurs à un travail dans un environnement sûr et sanitaire satisfaisant, sans être forcé de choisir entre une vie précaire et le chômage. Elle affirme également le droit de ceux qui travaillent chez eux à ne pas subir les déchets toxiques.

9- La Justice environnementale protège les droits des victimes de l'injustice écologique à recevoir une pleine compensation et réparations, ainsi que le droit à la santé.

10- La Justice environnementale considère les actes des gouvernements en matière d'injustice écologique comme une violation des lois internationales, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et de la Convention des Nations Unies sur le génocide.

11- La Justice environnementale demande la reconnaissance d'une relation légale et naturelle entre les peuples natifs des États-Unis et le gouvernement à travers des traités, des accords et des conventions affirmant leur souveraineté et leur droit à l'autodétermination.

12- La Justice environnementale affirme le besoin d'une politique écologique urbaine et rurale d'assainissement et de reconstruction des villes et des zones rurales dans l'équilibre avec la nature respectant l'intégrité culturelle des communautés et apportant un libre accès à l'ensemble des ressources.

13- La Justice environnementale demande un strict respect des principes du consentement informé et l'arrêt des essais de reproduction expérimentale et des expérimentations médicales sur les gens de couleur.

14- La Justice environnementale s'oppose aux opérations destructrices des entreprises multinationales.

15- La Justice environnementale s'oppose à l'occupation militaire, à la répression et l'exploitation des terres, des peuples et des cultures et de toutes autres formes de vies.

16- La Justice environnementale revendique une éducation pour les générations présentes et futures dans laquelle les questions sociales et environnementales doivent avoir toute leur place, basée sur notre expérience et appréciation de nos diverses perspectives culturelles

17- La Justice environnementales requiert que nous fassions des choix personnels et de consommation tels que les ressources de la Mère Terre le permettent et que produisons aussi peu de déchets que possible ; que nous fassions consciemment une réorganisation de nos styles de vie pour assurer la pérennité du monde naturel pour les générations présentes et futures.

Des luttes pour la justice environnementale

Louisville, Kentucky

Lorsqu'en 1990 le maire de Louisville, Jerry Abramson, annonça le projet de construire un nouvel incinérateur, l'endroit proposé pour l'installer n'étonna pas les premiers concernés : les habitants de la zone choisie. Rubbertown est en effet ce quartier du West End, là où furent longtemps installées des usines comme Goodrich, Du Pont, Rohm & Haas et American Synthetic. Que dire de plus sinon que les populations vivant dans cette zone sont pour la plupart afro-américaines ou à revenus modestes. Les habitants furent indignés. «Ils n'ont pas besoin de mettre encore quelque chose d'autre ici; ils en ont déjà assez mis pour contaminer Rubbertown» proteste Rosebud Taylor. «Les projets dont personne ne veut sont pour les quartiers noirs ou pauvres.» ajoute Franck Jones. Taylor et Jones avec d'autres membres du *Kentuckian for the Commonwealth* (KFTC) – qui est une organisation de citoyens à l'échelle de l'Etat – décidèrent alors de combattre l'installation de l'incinérateur. Avec une organisation écologiste locale, ils développèrent un plan de recyclage alternatif qui réduirait la pollution et permettrait à la ville d'économiser plusieurs millions de dollars. Mais la compagnie chargée de l'installation de l'incinérateur engagea un professionnel de la communication pour promouvoir «la pointe de la technologie en matière d'incinération», vidéos et brochures sur papier glacé à l'appui. Pour contrer la propagande de la compagnie, le KFTC choisit le terrain de l'organisation multiraciale. Le groupe travailla ainsi avec une organisation afro-américaine nommée *Power* et dont certains membres vivaient à West End pour engager une campagne afin de stopper le projet. Les deux organisations se sont mises d'accord pour former une équipe commune sur un travail combinant réformes du service public et arrêt du projet de l'incinérateur. Cette approche «à multiples facettes» a renforcé chacune des organisations. Par exemple, lorsque *Power* a convaincu le bureau du conseil municipal d'organiser une audition publique sur le projet à un kilomètre de l'endroit où devait être installé l'incinérateur, le KFTC tint immédiatement après l'audition, une conférence de presse sur le site même. Ainsi, chacun pouvait assister aux deux événements qui firent la une des médias. «Nous avons développé une relation de confiance mutuelle et ensemble, nous travaillons à la victoire» constate Tyler Fairleigh un membre du KFTC. *Power* et KFTC ont tenu des réunions publiques dans le West End où se sont retrouvés les animateurs du quartier qui purent ainsi parler ensemble aux médias. Les habitants recrutèrent leurs voisins pour la campagne, informèrent les Eglises et collectèrent des signatures pour la pétition.

Pour maintenir la pression sur le pouvoir public, des pièces satiriques sur l'incinérateur furent jouées en public, des conférences et des manifestations organisées. Des négociations furent également entreprises avec la municipalité. En l'espace de quelques mois, tous les conseillers municipaux afro-américains rejoignirent l'opposition au projet. D'autres dirigeants les suivirent. Plutôt que de risquer une défaite, le maire de la ville décida d'abandonner le projet d'incinérateur. Le conseil municipal vota une mise en application partielle du plan alternatif de recyclage élaboré par le KFTC. Les habitants du quartier, nouvellement organisés, affirmèrent qu'ils allaient continuer le combat pour l'environnement. «Il n'est pas nécessaire d'être un brillant scientifique pour comprendre ce qu'est le racisme environnemental» souligne May Woolridge, membre elle aussi du KFTC. «Je ne vois aucune raison valable de construire un incinérateur ailleurs qu'à Louisville ou dans le comté de Jefferson» ajoute-t-elle.

Terry Kelecher

Terry Kelecher, membre de la direction du KFTC de Louisville, anime une association communautaire.

Institute, Virginie de l'Est

Un soir de décembre 1984, les résidents de la ville de Kanatha Valley pouvaient suivre à la télévision un reportage sur la catastrophe de Bhopal en Inde qui avait eu lieu dans une usine de l'Union Carbide. Plus de 3.500 personnes y avaient été tuées et 50.000 blessées lorsque l'usine avait émis du méthyle isocyanate (MIC). C'est ce même produit chimique qui était fabriqué par Union Carbide à la sortie de Institute, une ville située aux environs de Charleston et principalement habitée par des Afro-américains. Peu après, les dirigeants de la société ont immédiatement tenté de rassurer les habitants en affirmant «qu'un tel incident ne pourrait jamais arriver» à Institute. Mais la plupart des gestionnaires du site ne vivaient pas dans cette zone et le plan d'évacuation des résidents en cas d'accident était complètement insuffisant. Au début de 1985, les habitants ont créé une association : le PCMIC (*People Concerned by MIC*, les Gens concernés par le MIC). Cette association voulait obtenir plus d'informations sur les produits chimiques qui affectaient la communauté et réclamait la réduction de la production de déchets toxiques. Elle contraignit les dirigeants de la société à faire construire une voie d'évacuation d'urgence. Le désastre ne se fit pas attendre. En août 1985 – juste neuf mois après la tragédie de Bhopal – un accident à l'usine provoqua l'émission de 2.000 litres de produits hautement toxiques dans l'atmosphère et envoya 135 habitants à l'hôpital. Au moment de l'accident, les dirigeants de l'usine attendirent vingt minutes avant d'avertir la communauté. «La première pensée qui m'a traversé l'esprit, ce fut l'Inde» raconte un travailleur de l'usine. «Vous vous retrouvez sans moyen, il n'y rien à faire. A part courir aussi vite que vous pouvez». L'accident divisa la communauté. Les travailleurs de l'usine prirent peur pour leurs emplois et furent soutenus par la compagnie alors que les membres du PCMIC protestèrent contre la politique et les pratiques de l'Union Carbide.

Néanmoins, ces dernières années de plus en plus de travailleurs ont commencé à soutenir ce type d'associations. En 1992, une explosion dans une entreprise de Rhône-Poulenc provoqua l'émission de 450 kilos de produits chimiques dans l'air, tuant un ouvrier et en blessant sérieusement deux autres. En 1993, le chlore qui s'échappa de cette même usine devait blesser dix-neuf travailleurs en mai puis cinq autres en septembre. «En tant que syndicat ouvrier, nous sommes intéressés à travailler avec des groupes comme le PCMIC», souligne Steve White, dirigeant du syndicat de la construction. «Nous constatons que les entreprises qui sont dures avec les travailleurs sont celles qui causent des dommages à l'environnement et trompent les communautés parmi lesquelles elles produisent» ajoute-t-il.

Le PCMIC travaille aussi à construire une alliance inter- raciale. Les groupes prédominants afro-américains se sont alliés avec des groupes blancs et avec des associations juives menacés également par la pollution des douze entreprises installées dans la vallée. Ensemble, ils ont demandé une étude sanitaire et la préparation des mesures d'urgence. La promulgation d'une loi réduisant les émissions toxiques est également réclamée. «D'autres groupes sont devenus conscients de leurs intérêts mutuels qui sont de défendre les emplois, la santé et la sécurité des travailleurs et celles des voisins des usines» constate Paul Nuchims, professeur au Collège d'Etat de West Virginie et membre du PCMIC. «En travaillant ensemble, nous sommes en position d'aboutir sur des objectifs à plus long terme concernant l'environnement.»

Pam Nixon.

Pam Nixon est présidente du PCMIC et travaille dans un centre de santé de Charleston

Martinsville, Virginie

L'année dernière les habitants de Martinsville, petite ville de Virginie nichée aux pieds des montagnes de Blue Ridge, ont découvert que des camions transportant des produits toxiques provenant d'une entreprise installée en Oklahoma utilisaient un endroit abandonné comme lieu d'escale. Cette entreprise - la Environmental Transport Service - opérait depuis un an au cœur d'un quartier noir sans que personne n'en sache rien, ni la municipalité, ni les habitants. Michelle Smith, militante écologiste, et Bob Sharp, journaliste dans une chaîne câblée, ont organisé un débat sur ce sujet avec l'entreprise. Révoltés, les citoyens ont rapidement formé le SCAT, *Sensible Citizens Against Toxics* (les Citoyens conscients contre les produits toxiques) pour combattre la station. Lorsque le SCAT organisa un meeting à l'Eglise de la rue Lafayette, il montra qu'il bénéficiait d'un large soutien parmi tous les secteurs de la population, noirs et blancs, riches et pauvres. L'Eglise locale apporta son soutien ainsi que des organisations écologistes régionales et nationales. Mais les dirigeants de la ville apportèrent leur appui à la société, prétextant que l'Environmental Transport Service était protégée par les lois de la région. Un dirigeant d'Environmental Transport Service qualifia ceux qui s'opposaient à sa société de «faiseurs de troubles», ajoutant «qu'ils faisaient une montagne pour un rien». Mais la persévérance du SCAT paya. Ainsi sous

la pression de l'organisation des citoyens, la ville a demandé à la compagnie d'obtenir un permis spécial pour utiliser le parking pour les camions transportant des produits toxiques. Les législateurs de l'Etat ont voté un amendement particulier concernant la loi sur la région qui exclut de telle restriction de stationnement. Mais le conseil municipal ne s'est pas conformé à la loi. «Nous allons nous remettre au travail.» prévient Michelle Smith. SCAT prévoit de demander une loi encore plus restrictive afin que les villes fassent plus attention à ce type de problèmes. «Nous faisons tout ce que nous pouvons pour obtenir une loi qui protège les quartiers» conclut Smith.

Gloria Hodge-Hylton

Gloria Hodge-Hylton est éducatrice. Elle est membre fondatrice du SCAT

Dade City, Floride

Maria Isabel Rosaltes assiste impuissante aux crises d'asthme de sa mère qui a été exposée des années durant aux pesticides dans les champs de Floride. «Les travailleurs inhalent tout et avalent n'importe quoi» dénonce Maria. «Ils ne prennent pas le temps de déjeuner et mangent les fruits et légumes qu'ils cueillent. Aujourd'hui ils savent le danger que cela représente, ils sont à l'hôpital. Dans quelques années, ils seront vraiment malades». En Floride, l'agriculture est une industrie multi-millionnaire et ceux qui travaillent dans les champs sont de pauvres gens de couleur.

Ils souffrent du plus haut taux d'intoxication que connaît la nation. Tous les jours, des ouvriers agricoles sont touchés. Les produits chimiques provoquent des fausses couches, des naissances difficiles, des crises d'urticaire, des inflammations aux articulations, des engourdissements, des picotements aux mains et aux jambes, des nausées. Les ouvriers agricoles sont exclus du champ d'application des lois qui donnent le droit à l'information sur les produits chimiques auxquels ils sont exposés. Lorsque les compagnies chimiques payent pour les dommages qu'elles causent, les ouvriers agricoles ne reçoivent aucune compensation. Du Pont a payé 400 millions de dollars au début de 1994 en raison de l'utilisation du fongicide Benlate, mais l'argent a été attribué aux propriétaires terriens qui se plaignaient des dommages causés à leurs récoltes.

Les avocats des travailleurs se battent pour convaincre les législateurs de l'Etat de changer le droit à l'information et de l'étendre à la protection des travailleurs. Des groupes comme l'Association d'entraide des ouvriers agricoles de Dade City ou l'Association des ouvriers agricoles de Floride ont tenu des conférences de presse et des réunions avec les pouvoirs publics pour demander qu'une attention soit apportée aux problèmes de santé que connaissaient les travailleurs en raison de leur exposition aux pesticides. «Le racisme et la pauvreté tuent mon peuple» déclare Margarita Romo, directrice de l'Association d'entraide des ouvriers agricoles «Partout où il y a des ouvriers agricoles, nous retrouvons les mêmes problèmes : logements indécents, salaire de misère, conditions de travail terribles, système de santé et d'éducation déplorables» déplore Margarita Romo qui se bat pour les droits des ouvriers agricoles depuis maintenant dix ans. Les ouvriers agricoles l'ont

accompagné récemment au siège du gouvernement de l'Etat avec des pancartes où l'on pouvait lire : «Ils peuvent encore nous empoisonner, mais nous voulons juste savoir par quoi». Une proposition de loi qui reconnaissait ce droit à l'information n'a pas été soumise au vote mais les avocats continuent le combat. L'Association d'entraide des ouvriers agricoles représente les premiers émigrants et les Mexicains-américains, mais elle défend tous les pauvres de la communauté. Le groupe aide à trouver des logements, apporte une assistance légale, organise des classes d'anglais et sert aussi de garanties pour ses membres lorsque ceux-ci veulent emprunter de l'argent. Elle aide également à créer des petites entreprises telles que des stands de vente de tacos, des crèches, des cantines et des boutiques de marchandises d'occasion.

L'Association des ouvriers agricoles de Floride aide également ses 4.000 membres afro-américains, haïtiens et latinos à créer leurs propres projets de développement économique. L'association a aussi créé une coopérative, un centre de crédit, une épicerie et un centre d'aide au logement. Ses animateurs considèrent que la justice environnementale va bien au delà du combat contre les pesticides. Cette lutte stimule le développement des capacités économiques des communautés et l'aptitude des travailleurs à agir pour leurs droits. «Nous sommes sortis de notre *barrio* et allons prendre ce qui nôtre» souligne Romo. «En tant qu'ouvriers agricoles - que nous soyons hispaniques, blancs ou noirs -, nous avons décidé que nous n'accepterons plus de traitement inhumain.»

Karen Wooddall

Karen Wooddall est consultante auprès de l'Association d'entraide des ouvriers agricoles et de l'Association des ouvriers agricoles du centre de la Floride.

Gulf Coast Tenant Organization

La Nouvelle-Orléans, Louisiane

Pat Bryant

Ceci est mon histoire. Elle raconte comment en tant qu'organisateur de locataires, je me suis trouvé engagé dans le mouvement qui s'est développé le plus vite aux USA. C'est aussi l'histoire de la plus grande crise que connaît la civilisation aujourd'hui : la destruction de l'environnement. Crise qui demande une direction, une vision et une solution venant des gens de couleur. C'est l'histoire de la manière dont les Afro-américains, les Latinos, les Asia-américains, et les Américains natifs sont devenus le pivot du sauvetage de la terre. C'est également l'histoire de la lutte contre le racisme et contre l'avidité qui sont des questions clefs pour arrêter la destruction des peuples où qu'ils soient. Mon point de vue s'est développé depuis les années 50, lorsque, enfant, je suivais mon père qui était un prêcheur baptiste de l'évangile social à travers la Caroline du nord. De nos jours, nous appellerions cela la théologie de la libération. J'ai grandi avec les problèmes du logement et très vite je fus absorbé par les luttes sur ce terrain.

Le mouvement des locataires a été important durant le mouvement des droits civiques de la fin des années 60 et du début des années 70. Il a survécu aux attaques massives du FBI et de la CIA. Au début des années 80, le plan de Reagan-Bush consistait à démolir le logement public ou à le vendre aux propriétaires privées. Ce qui conduisit à un regain d'activités. Je me suis alors rendu dans le Sud profond pour aider à ce travail d'organisation avec l'assistance du *Southern Organizing Committee for the Economic and Social Justice* (soc) et de l'*Institute for the Southern Studies*. La *Gulf Coast Tenant Organization* (organisation des locataires de la côte du Golfe) s'est développée en Alabama, au Mississippi et en Louisiane. Elle a gagné de nombreuses luttes en faveur des locataires dans plusieurs communautés. Nous avons également participé à des luttes contre des propriétaires racistes et sexistes et à des batailles à l'échelle nationale contre les autorités publiques pour la réduction des dépenses militaires au profit des investissements dans le logement.

A St Charles Parish, en Louisiane, nous avons appris une importante leçon qui nous a conduit à ne pas rester une organisation de type monothématique. Les animateurs afro-américains qui se battaient contre les autorités publiques avaient obtenu la réalisation d'importants travaux de rénovation du logement social, le remboursement de charges indûment prélevées, la mise en liberté des manifestants arrêtés et la mise en cause des responsables du logement. Cependant, après cette victoire, Vanessa Preston, Ruth Bovie et d'autres animateurs du mouvement ont souligné que, chaque jour, nous étions empoisonnés par les entreprises

Vous avez pu lire

Mike Davis

dans

L'autre Amérique

Los Angeles, une rébellion urbaine

Burning all illusions

Realities of the rebellion

Vous pouvez le lire aussi dans

Utopie Critique

revue internationale pour l'autogestion

Los Angeles : une autopsie politique

Article paru en deux parties dans numéros 1 & 2

Les 2 numéros : 100 F

A commander aux
Editions Syllepse
42 rue d'Avron, 75020 Paris

géantes détenues par des multinationales installées à la porte de nos logements. Notre victoire serait donc sans aucun sens si notre pouvoir à ramener à la raison les gestionnaires du logement n'était pas dirigé aussi contre les compagnies pétrochimiques.

Nous avons alors réalisé que les conditions étaient les mêmes tout au long du couloir industriel entre Baton-Rouge et La Nouvelle-Orléans. Ce couloir, surnommé «la route du cancer», comporte 138 entreprises implantées au milieu des communautés afro-américaines et des communautés blanches pauvres. Ces entreprises produisent des fertilisants, des pesticides, de l'électricité nucléaire, de l'essence et des centaines de produits basés sur le pétrole (...).

Les enfants de notre mouvement souffraient d'infections oculaires que les médecins appelaient «yeux roses» et qui plus tard furent associées avec un produit chimique de l'Union Carbide. Nous nous sommes rendus compte que les animateurs dont nous assurerions la formation comme Ruth Bovie, leurs familles et amis, devenaient malades et mouraient de cancers. Notre pauvreté était comparable à celle que nous connaissons en Amérique centrale, en Afrique ou en Asie. Les communautés ne disposent ni de l'eau courante ni du tout-à-l'égout. Les gens sont peu éduqués. Les services publics sont déplorables. Les sociétés polluantes refusent d'employer les gens des communautés au milieu desquelles elles sont installées. Et beaucoup de jeunes noirs sont plus souvent en prison qu'au lycée.(...)

Lorsque nous sommes devenus une organisation-soeur du soc, nous avons appris que les Latinos connaissaient des conditions identiques dans le sud-est et que les Amérindiens se battaient pour sauver leurs terres ancestrales et leur droit à la souveraineté. Toutes les communautés de couleur faisaient face à la même crise ! (...). Nous avons également réalisé que les travailleurs étaient nos alliés naturels. D'autre part, nous avons compris que la tradition, le préjugé racial, le privilège blanc et la propagande raciste touchaient tous les Blancs y compris la classe ouvrière. Mais nous étions déterminés à chercher une opportunité historique pour mettre en lumière l'intérêt propre de chaque groupe ethnique.

Cela fut particulièrement possible en 1988. Tout d'abord, nous avons loué un bus pour les locataires, la plupart afro-américains, et avec quelques écologistes blancs, nous sommes allés participer à l'Assemblée pour l'écologie dans le Sud qui se tenait à Atlanta. Le racisme environnemental n'était pas inscrit au programme, mais nous avons combattu le mythe que les Afro-américains n'étaient pas concernés par les questions environnementales. Une collaboration s'est également développée entre la *Gulf Coast Tenant Organization*, Greenpeace, le Syndicat de la chimie et de l'atome (OCAW), le Réseau d'action écologique de Louisiane ainsi qu'avec plusieurs communautés et organisations pour les droits civiques.

Dans les données publiées dans le *Répertoire des produits toxiques*, nous avons découvert que la zone s'étalant entre Baton-Rouge et La Nouvelle-Orléans était une des plus polluées des Etats-Unis. Nous avons organisé une marche qui a duré onze jours et qui a eu des échos importants dans les médias. Les Blancs et les Noirs travaillaient ensemble. C'était significatif d'une ouverture. Mais avant que la marche fut terminée, des

tensions raciales ont fait surface. Les groupes blancs se sont avérés incapables de supporter qu'une telle attention soit concentrée sur la pollution disproportionnée dont les communautés afro-américaines souffrent et le besoin qui en résultait pour les Blancs de suivre la direction noire. Les Blancs peuvent jouer un rôle significatif dans le nouveau mouvement que nous construisons, parce qu'ils sont eux aussi empoisonnés et doivent faire face au poison raciste qui infecte leur communauté. Mais nous, dans les communautés de couleur, nous devons conduire ce mouvement car notre histoire, nos luttes et la réalité de nos vies, nous appellent à développer une approche des problèmes de la société qui constitue la seule façon d'arrêter la pollution de la planète. Aussi longtemps que les communautés de couleur seront de «lieux sûrs» pour produire des produits mortels et abriter les déchets, notre économie continuera de produire toujours plus de poisons. Et aujourd'hui, cela se produit à un niveau tel que le terre et nos communautés ne peuvent plus le supporter. La pollution continuera donc de frapper les communautés blanches pauvres. Comme les gens de couleur se refusent à être des «lieux sûrs», nous

Découvrez l'autre Amérique

L'autre Amérique, n° 0

Quand les gangs de Los Angeles produisent un plan alternatif
Class, rage and race
Bloods and Crips, together for ever
Le renouveau syndical
La Mujer obrera, un syndicalisme atypique
La dépression qui vient.
Dolorès Trevizo, Mike Davis, Phil Kwick, James O'Connor.

L'autre Amérique, n° 1

Ron Daniels, l'autre candidat
Chinatown, les salariés s'organisent
Los Angeles, une rébellion urbaine.
Ken Wong, David Li, Mike Davis...

L'autre Amérique, n° 2

Malcolm X, contenu et image
Réflexions sur l'héritage de Malcolm
Ils ont tué Malcolm X
Angela Davis, Manning Marable, Daniel Guérin.

L'autre Amérique, n° 3

Syndicalisme: les nouveaux pionniers
Labor Goes global
Sauver les emplois dans l'automobile et sauver les
communautés: un impératif américain.
Coopération contre collaboration
Mary McGinn, Kim Moody, Jerry Tucker,
Labor Research Review

L'autre Amérique, n° 4

Les pionniers de la nouvelle alliance
Decatur, Illinois
Oscar Wilde: A rediscovered radical
America

L'autre Amérique, n° 5

Still Black, Still Strong
Moi, Dhoruba Bin Wahad, survivant d'une guerre menée par
l'Etat américain contre les révolutionnaires noirs

Le numéro : 25,00 francs - 5 numéros : 100 F
Règlement à l'ordre de Syllapse
42 rue d'Avron - 75020 Paris
tél / fax 42 40 35 73

imposerons des changements dans la production et des priorités différentes. Mais nous ne gagnerons pas tant que les gens de couleur, ici et à l'étranger, seront considérés comme moins que des humains ou comme une menace pour l'éducation, la santé, les emplois ou le logement des Blancs. Aussi, nous devons redéfinir le terme d'«environnement» pour inclure toutes choses qui ont un impact, là où nous vivons et travaillons. C'est donc la mission des gens de couleur de conduire un tel mouvement et rendre consciente notre nation de ses propres intérêts dans notre lutte. Lorsque nous gagnerons, nous gagnerons pour tous. Notre définition de l'environnement est voisine de la perspective des sociétés indigènes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud où nous observons un respect pour le sacré de toutes choses naturelles.

Au début de 1988, nous avons proposé notre définition de l'environnement au soc. Bob Bullard, dans son livre *Dumping in Dixie*, a révélé que 65% des déchets commerciaux étaient entreposés dans les États de l'ancienne Confédération, et essentiellement là où résident les communautés afro-américaines. Au début des années 80, soc nous a aidé à lancer la *Gulf Coast Tenant Organization* et plusieurs fois son réseau régional a soutenu des luttes qui auraient été étouffées sans son aide. soc a également une longue histoire de lutte contre le racisme et de la prise en charge de toutes les questions en rapport avec la nécessité de réorienter les priorités de notre société. Son réseau de militants a étendu son activité à toutes sortes de problèmes concernant la justice économique, raciale, sociale, pour inclure enfin la justice environnementale. En janvier 1990, la *Gulf* adressa une lettre aux «dix grandes» associations écologiques nationales pour qu'elles s'occupent des problèmes des communautés de gens de couleur. Cette lettre était soutenue par le *Southwest Organizing Project* et par des groupes de défense des droits civiques. Nous n'avons pas l'intention de la rendre publique, mais Phil Schabecroft publia un long article dans le *New York Times* où il admettait que les «dix Grandes» manquaient de perspectives pour les gens de couleur et ne comportaient que des Blancs au sein de leur direction.

Cette lettre eu pour conséquence, l'organisation, en octobre 1991, du *People of Color Environmental Leadership Summit*. Les délégués à ce sommet décidèrent de ne pas fonder d'organisation nationale. Ils préférèrent prendre des initiatives régionales pour répondre à la crise des communautés(...). En 1992, Damu Smith - qui avait été «prêté» à soc par Greenpeace pour une année entière -, Connie Tucker et plusieurs volontaires parcoururent 14 États, visitant les communautés isolées aussi bien par la géographie que pour des raisons raciales. Là, nous avons également découvert l'existence de communautés dans le Sud qui ne combattaient pas contre les propriétaires, les incinérateurs, les déversements toxiques et l'industrie polluante. Cette longue année de travail a culminé par une conférence régionale soutenue par le soc. Cette conférence s'est tenue à La Nouvelle-Orléans a été accueillie par la *Gulf Coast Tenant Organization* et par l'Université Xavier qui travaille sur les problèmes d'environnement. Cet événement attira 2.500 personnes, pour la plupart provenant des communautés afro-américaines, latinos et natives mais aussi un

nombre significatif de travailleurs blancs et plus de 500 jeunes. Cette diversité est le fruit d'une collaboration entre le soc et deux importants réseaux, SNEEJ et le Réseau environnemental indigène. Le gouvernement et l'industrie ont été mis en état de choc par cette réunion où le nombre de participants a été le double de ce que nous avions prévu. Ce fut la plus importante réunion écologiste que l'on ait connue aux Etats-Unis. Lors de cette conférence et dans ce qui a suivi en 1993, nous avons relevé un fait choquant. Les zones les plus polluées sont les mêmes zones où nous avons élu le plus de représentants afro-américains et latinos. Nous avons alors élaboré un Code de l'éthique écologique pour obliger aussi bien les élus de couleur que blancs à se responsabiliser sur notre santé environnementale. Nous avons également soumis à la discussion un Manifeste constituant un programme radical pour sauver nos communautés, nos peuples et la planète (...).

Nous faisons face à une question morale. Beaucoup d'Églises blanches sont engagées financièrement dans des entreprises qui nous polluent. Beaucoup d'institutions religieuses détiennent, avec profit, des actions dans des entreprises polluantes. (...) Et ce sont ces mêmes Églises qui se sont retirées de la lutte, depuis la fin de leur engagement contre le racisme dans les années 60. Nous devons donc prêcher l'évangile de la justice environnementale pour aider les communautés religieuses à développer une spiritualité qui a été la nôtre depuis des siècles en Amérique. Nos organisations de jeunes, de travailleurs doivent aussi rejoindre ce front de lutte. (...)

Dans son livre *Stride Toward Freedom*, Martin Luther King a écrit «Lorsque les livres d'Histoire seront écrits dans les futures générations, les historiens auront un recul et ils diront : "Ici vivait un grand peuple, le peuple noir... qui a injecté intelligence et dignité dans les veines de la civilisation". Aujourd'hui, la prophétie du Docteur King peut être paraphrasée ainsi : «Ici vivait le peuple de couleur qui a projeté sur ce continent une vision, qui a transformé la société tout entière dans une direction plus humaine». C'est notre vision du mouvement pour la Justice environnementale.

Pat Bryant est un des animateur de la *Gulf Coast Tenant Organization*.

Il est également membre du bureau de soc et du *Southern Studies* à Durham, Caroline du Nord.

Southern Exposure

Southern Exposure est une revue trimestrielle publiée par l'Institut des études du Sud qui est une association à buts non lucratifs agissant depuis 1970 dans le Sud des États-Unis pour des changements progressistes. L'Institut a pour vocation :

- de subventionner et animer des programmes de recherches et de formation afin de permettre aux organisations de terrain et aux communautés de développer au mieux leurs actions et leurs stratégies ;
- de fournir des informations et des idées qui permettent à tous de mieux appréhender l'histoire et le contexte socio-économique du Sud au sein desquels se déroulent les conflits sociaux afin qu'ils s'insèrent dans une vision à long terme des changements fondamentaux nécessaires ;
- de favoriser la communication, la coopération et la compréhension entre les diverses cultures.

Manifeste pour la justice environnementale et économique

Du 4 au 6 décembre 1992, s'est tenue à La Nouvelle-Orléans une conférence réunissant plus de 2.500 personnes venues de 14 États et organisée par la *Gulf Coast Tenant Organization* (Organisation des locataires de la côte du Golfe du Mexique) avec le soutien du *Southern Organizing Committee for Economic and Social Justice* (Comité d'organisation pour la justice économique et sociale dans le Sud) qui est une coalition d'associations multiraciales «travaillant en faveur d'une société démocratique débarrassée du racisme, de la guerre, de l'injustice économique et des destructions écologiques». Lors de cette conférence, l'organisation des locataires a soumis à la discussion un projet de Manifeste dont nous publions ici des extraits. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs l'Intégralité en anglais de ce document.

Préambule

Le racisme écologique est l'établissement disproportionné et délibéré des sites polluants par l'industrie et l'armée, ainsi que l'abandon d'ordures commerciales ou domestiques dans des mégas décharges installées au milieu des communautés de gens de couleur. Le racisme écologique est fait également de l'ignorance feinte de ceux qui sont au pouvoir des menaces sur nos vies. Le racisme écologique est un crime contre l'humanité auquel il doit être mis fin.

Dans cette société, le traitement et les conditions de vie des gens de couleur ont toujours été la mesure de la façon dont on traitait l'ensemble du peuple. Ainsi nous devons faire face à une société qui tourne le dos aux besoins humains et qui rejette par conséquent les besoins de tous. Un résultat inévitable du racisme environnemental est donc que les communautés blanches de la classe ouvrière et pauvre – c'est-à-dire ceux qui n'ont aucun pouvoir – sont également victimes de façon disproportionnée de l'industrie polluante.

Lorsque les Afro-américains ont décidé que la ségrégation raciale devait prendre fin, même si des vies devaient être perdues, Jim Crow' a été tué. Maintenant les gens de couleur du Sud – rejoints par un nombre croissant de travailleurs blancs et d'autres Euro-américains comprenant le sens de ce combat – sont unis pour arrêter l'empoisonnement des lieux de vie et de travail. (...)

Nous ne laisserons pas l'«environnement» être défini étroitement pour se réduire à quelques questions qui ne concerneraient que des organisations nationales blanches, dominées par les hommes et devenir ainsi un outil d'abus en faveur d'organisations de profiteurs. Nous défendons la justice environnementale. Nous avons redéfini le terme d'«environnement» en y incluant les conditions de vie de nos communautés. (...)

Nos appels à l'action

1- Déclarer un moratoire immédiat sur les sites polluants dans le Sud et obtenir que ceux-ci ne soient jamais rouverts.

2- Mettre un terme aux pollutions industrielles et indemniser les victimes.

3- Faire de la propreté environnementale une priorité nationale.

4- Fournir des emplois de reconversion pour les travailleurs déplacés des industries polluantes et créer, pour eux et les chômeurs, un programme de formation sur les techniques de propreté et d'assainissement.

5- Éliminer les sources d'empoisonnement de notre environnement.

6- Reconnaître la souveraineté des communautés indigènes des Américains natifs, conformément aux traités signés avec les peuples indigènes, soutenir les initiatives des mouvements de masse pour protéger l'environnement sur leurs terres ancestrales, et mettre fin aux expériences nucléaires sur ces terres.

7- Faire des lieux de travail dans le Sud, des endroits propres, sanitaires satisfaisant pour tous les travailleurs.

8- Stopper l'empoisonnement des productions agricoles.

9- Stopper la destruction des fermiers noirs et de toutes les petites fermes.

10- Lancer un programme massif de logement.

11- En finir avec l'éducation d'exclusion et créer des écoles publiques équitables et suffisantes pour tous.

12- Apporter l'éducation au lieu des prisons.

13- Apporter un système de santé adéquat pour tous.

14- Arrêter le trafic de drogue et développer le programme de lutte contre le SIDA.

15- Mettre des restrictions aux déplacements des entreprises vers les autres pays.

16- Créer un système de financement démocratique pour toutes les campagnes politiques à tous les niveaux.

Un programme pour notre région et la nation

Le programme qui est dessiné dans le Manifeste a été développé par une organisation de gens de couleur et il est défendu par un Mouvement pour la justice environnementale qui est conduit par des gens de couleur. Mais ce programme n'est pas conçu uniquement en faveur des gens de couleur. C'est en réalité un programme pour notre région toute entière et également pour notre pays. C'est un programme qui peut réorienter notre société dans une direction plus humaine et plus démocratique pour tous.

C'est dans notre propre histoire que nous pouvons comprendre cela. C'est toujours été lorsque les gens de couleur ont organisé la lutte et revendiqué la liberté et une meilleure vie que la société entière s'est alors déplacée vers des priorités qui répondaient aux besoins de tous. Cela a été vrai dans le Sud durant la brève période de la Reconstruction qui a suivi la Guerre civile, lorsque les esclaves libérés ont dirigé les gouvernements les plus démocratiques que le Sud ait jamais connus et lancé des programmes en faveur de

l'éducation, de la santé et des services publics qui ont bénéficié à tous. Ce fut également le cas durant les années 30, lorsque les travailleurs afro-américains se sont organisés, malgré le véritable Etat policier qui sévissait, et ont lancé des mouvements qui ont apporté des acquis sociaux (comme l'assurance-chômage) dont tous bénéficient aujourd'hui. Et cela a été encore vrai dans les années 60 lorsque dans le Sud, le Mouvement pour la liberté des Afro-américains a gagné le droit de vote qui a mis littéralement fin «aux primaires entre Blancs» et au vote censitaire et a établi – pour une brève période – des priorités nationales en faveur des besoins populaires. Ces résultats, aussi limités et vite mis en cause qu'ils aient été, étaient contenus dans des programmes (...) qui ont bénéficié à tous. Parfois on dit que les Blancs ne suivront pas un mouvement dirigé par des gens de couleur. Mais, en fait, dans les années 60, c'est la nation tout entière qui a suivi le mouvement des peuples de couleur. Le programme que ce mouvement proposait à la nation, c'était un programme pour tout le genre humain. (...)

Afin d'imposer les revendications qui sont contenues dans ce Manifeste, nous appelons toutes les organisations progressistes du Sud à se joindre à nous dans la campagne d'inscription sur les listes électorales des 6 millions de nouveaux électeurs que comptent les communautés de couleur, les communautés blanches pauvres.

De nouvelles priorités pour une nouvelle société

Nous appelons les organisations écologistes blanches à aider à l'émergence du Mouvement pour la justice environnementale conduit par des gens de couleur. Nous leur demandons de nous apporter, sans conditions, des ressources financières et des moyens techniques. Nous les appelons à nous rejoindre et à nous suivre dans la bataille pour assurer à chaque communauté la sécurité. Nous demandons que les ressources des Églises, des fondations privées, des organisations philanthropiques et des syndicats en faveur de l'éducation et de l'organisation des gens soient partagées équitablement avec les organisations de gens de couleurs et avec les communautés blanches pauvres. Nous appelons les leaders et les organisations progressistes du Sud à s'unir dans ce mouvement pour le bien commun. Nous faisons aussi particulièrement appel aux militants religieux pour qu'ils apportent leur autorité dans cette lutte.

Notre société connaît un grave problème - non seulement d'un point de vue écologique mais aussi économiquement, politiquement et spirituellement. Mais ce nouveau mouvement qui est né dans le Sud autour des questions de vie et de mort qui nous affectent ouvre une fenêtre d'espoir. Rejoignez-nous et nous gagnerons un futur lumineux pour nous mêmes, nos enfants et les générations à venir.

1- Jim Crow symbolise la période qui va de l'après guerre civile, hormis la période de la Reconstruction, aux années 60 où les pires lois racistes sont restées en vigueur. Ndt.

Chez votre marchand de journaux



Politis, c'est aussi ...

- un hebdomadaire à l'esprit critique chaque jeudi
- un magazine qui traite un grand sujet de société sous toutes ses facettes

Offre spéciale : 250 F
14 numéros
 (hebdo+magazine+revue)

je commande ex. de «la revue»
 (40 F le numéro)

je m'abonne : 250F

Nom

Prénom

Adresse

.....

Chèque à l'ordre de :
 «Politis Editions SA» 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil